

« *l'islamisme comme substrat d'une régulation sociale* »

Dr M.Saridj
Anthropologue

PROBLEMATIQUE DE LA COMMUNICATION

Dans ce thème intitulé "*l'islamisme comme substrat d'une régulation sociale*", plusieurs réponses aux questions –clés posées seront abordées, en dépit du long processus managérial, supposé être métaphorique. Ce processus avait visé à chaque fois le changement du régime politique incarné dans les rangs du pouvoir en place, depuis l'indépendance du pays jusqu'à ce jour, sans être arrivé à fournir un résultat probant, susceptible de produire des nouveautés au sein de la société algérienne.

* Cette visée politique de la charià islamique pertinente, projetée dans le temps et l'espace des nations, est- elle fondée convenablement, réelle et sérieuse, ou demeure t- elle tout simplement une ambition pour la gouvernance ?

* "Pourquoi les sensibilités à vacation islamique, ne se rallient pas pour consolider une seule et grande force, capable d'opérer au changement politique radical, sérieux et convenable aux aspirations de la société ?

* La conception islamique et non islamiste réfléchie comme projet de la société, vue par les leaderships (prétendants architectes) de tendances diverses, va t- elle se concrétiser un

jour pour mettre bas le prétexte d'application de la charià ?

* La liberté d'expression au sein d'un collectif, demeure t-elle l'élément principal- clef, voire la pierre de touche du centre de décision politique du pays ?

* Qu'on est-il des expressions répétitives en Occident majeur quant à l'utilisation des termes souvent prononcés : islamophobie, islamisme, sémitisme et antisémitisme, lors des discours politiques ou même durant les pratiques quotidiennes concrétisées par une frange de leur société, polluant par leur " chansonnettes", l'image d'une religion divine, saine et innocente de toute autre considération ?

* La faute de la non application de la charià au sein de la société musulmane, revient-elle aux détenteurs de pouvoir ou c'est au peuple de l'imposer catégoriquement comme projet de société ?

* Dans ce contexte thématique de discours, l'islamisme est-il réellement remplacé par l'islamité ou c'est le contraire qui se produirait ?

* Qu'entend-on parler d'islamité, d'islamisme, d'islamophobie, de sémitisme et d'antisémitisme ?

PREAMBULE DE LA COMMUNICATION

Thème : « *L'Islamisme comme substrat de régulation sociale* ».

Définition et exégèse des mots- clés intégrés dans la communication :

La communication prend sa thématique générale de l'expression : *Les mutations religieuses en Algérie à partir de 1962 (l'indépendance du pays) jusqu'à aujourd'hui.*

Substrat avec son caractère socio- linguistique et ses différentes dimensions en matière d'explications et de significations dans les domaines suivants :

Littérature : le mot substrat vient du latin substratum qui signifie étendre sous... (Dict. Hachette 1985).

Substernere : tout ce qui sert de base à quelque chose, ou en d'autre terme, ce sur quoi s'exerce une action : langue parlée jadis dans un pays. Cette dernière est considérée dans son influence sur une langue différente parlée ensuite dans un même pays.

Philosophie : ce qui sert de supports de base à une existence telle qu'elle se présente dans la vie des êtres. Aujourd'hui, ce qui sert de base d'une coexistence plutôt qu'une existence.

Technique : c'est le matériau sur lequel sont réalisés les éléments d'un circuit intégré.

Substratum : c'est un nom de la même famille du nom substrat. Il est inspiré du mot latin masculin singulier. Il dispose de différentes significations dans des domaines variés.

Géologie : Il s'agit d'une roche en place plus ou moins masquée par des dépôts superficiels.

Substruction ou **substructure** : C'est la construction de la partie de base d'un bâtiment détruit – incluse dans sa globalité à l'intérieur des fondations d'un nouveau bâtiment.

Islamisme : c'est le terme qui fait partie de la même famille du mot islam. Il dispose d'une tendance penchée directement vers la radicalisation par rapport au sens réel. Tout

cela reste identique aux termes utilisés dans les écrits occidentaux comme le berbérisme, l'africanisme, l'arabisme ou l'algérianisme.

Islamophobie : C'est un mot composé d'islam et de phobie. Il reste donc hostile au culte musulman utilisé par l'Occident- colonisateur. C'est le fait d'indexer du doigt, voire de blasphémer, de dédaigner en circonlocution et de désigner l'ingratitude d'une société pratiquante de la religion musulmane. L'occident insinue lors de l'utilisation de cette expression le racisme et le ségrégationnisme vis-à-vis des autres cultures ou religions en particulier.

Phobie : le mot phobie qui est une partie de la composition d'islamophobie vient du grec phobos qui signifie l'effroi, c'est-à-dire l'aversion ou la peur instinctive, la crainte déraisonnable à l'égard d'objet de situation ou de personnes biens définies, dont le sujet reconnaît le caractère injustifié, mais dont il ne peut se débarrasser. Ex : agoraphobie, claustrophobie, éreutrophobie...

La Charià islamique conçue comme modèle de société en Algérie.

Dans son expression philosophique, le **substratum** de la mutation religieuse révèle une interprétation sémiologique de valeur intrinsèque, s'inscrivant dans un but rénovateur qui est l'occupation de l'espace politique vide (*la vie a horreur du vide : dit l'expression*). Ce remplissage du vide qui, logiquement devrait se concrétiser par l'utilisation de la pensée et la réflexion pourrait aboutir, c'est-à-dire, être compensé positivement, si les dirigeants politiques de l'époque, avaient la capacité requise pour savoir exploiter, confiner et orienter leur contribution managériale, en la plaçant comme projet de société ou d'Etat.

Si l'islamisme avait pris place dans la société post-indépendance, c'est parce que tout simplement il n'y avait pas de modèle type de substitution concernant le projet de notre société après l'indépendance du pays : les tendances politiques diverses se cherchaient encore à en instaurer un modèle qui soit convenable, donc adapté aux us et coutumes traditionnels.

Malheureusement ce projet de société virtuel est mal compris par la majorité des couches de la société, donc voué d'avance à l'échec par l'ensemble des acteurs en compétition de pouvoir, y compris ses propres propulseurs- fondateurs. L'application des genèses dogmatiques islamiques mise sur les rails, je dirais les préceptes islamiques conçus pour la pratique est une chose digne et sérieuse, nécessitant vraisemblablement une réflexion assidue et bien détaillée.

L'application doit être réalisée par un conseil composé de savants compétents qui soient à la hauteur de leur noble tâche dans le domaine du savoir théologique (fik'h), en plus de certains autres paramètres environnementaux de gestion et de direction qui rentrent directement dans la compétition, comme le volet économique qu'il faudrait revoir pour l'adapter avec les autres cultures... pour ne citer que cela.

Il est à souligner aussi qu'il faudra mettre l'accent et poser le plus « grand paquet » sur la pratique d'une consolidation politique d'**islamisation** au sens propre du mot et selon les vrais préceptes et valeurs de la religion et sa **Charià** comme modèle, non sur l'**islamisme** comme pensent et prétendent être certaines tendances « islamistes », dénigrant par inconscience l'âme-même de la religion islamique devant les yeux des non-musulmans.

INTRODUCTION DE LA COMMUNICATION

Absence de supports d'existence par le colonisateur

Avant 1962 (l'indépendance du pays), l'Algérie s'est trouvée heurtée face à un génie- propulseur- transformateur des us et des coutumes traditionnels du peuple. Le colonisateur a essayé de lui infliger par la ruse d'abord et le bâton ensuite, une régulation à la fois sociale et religieuse, désireux d'intégrer à la société colonisée comme modèle de mutation, une soi-disant civilisation occidentale au lieu de lui laisser son substrat réel de vie. Cette tentation de mutation métaphysique entreprise par le colonisateur fut demeurée vaine, voire non fondée. Elle aurait dépassé les limites frontalières de la géographie, si l'éveil de certaines consciences et d'une certaine couche vaillante et audacieuse, n'était pas établi à temps pour contrecarrer le danger.

L'éveil des consciences

Le substrat religieux (les zouis et les grottes localisées dans les mosquées) fut le premier fer de lance d'une dynamique lancée au sein de la société algérienne indépendante pour la remuer, après plusieurs années d'obscurantisme, imposées farouchement par le colonialisme français. Avec son esprit rebelle d'homme industriel et guerrier inné, l'algérien aborde une autre trajectoire de lutte et de sacrifice pour qu'il vive libre, indépendant de toute soumission prédatrice, provenant en plus et surtout d'un joug étranger.

Présence de supports d'existence

Les écoles coraniques et les zouis pendant la guerre de libération nationale avaient joué un rôle hégémonique, fondamental et prépondérant contre les prédateurs étrangers. Les

adeptes de l'école coranique ont consenti de vrais efforts de sauvegarde et d'ouverture des consciences humaines malgré la perpétration des drames de la guerre d'indépendance et son congénère le carnage collectif exécuté contre une humble population. C'était vraisemblablement dans un but apologique de valeurs culturelles nationales et puis humaines.

Une dynamique extraordinaire d'enseignement et d'apprentissage du livre sacré a été lancée par l'élite militante, structurée en notables, comité de sages, de scouts, théologiens et autres organisations et formations politiques... selon les bases culturelles traditionnelles de la société algérienne.

L'école française était réservée pour une couche spéciale dans sa globalité européens et enfants d'européens, d'assimilés et de soumis comme les enfants des caïds ou de gardes-champêtres...Seule une catégorie choisie très limitée passait aux bancs des lycées publics et ne pouvait franchir la ligne du baccalauréat. Les prédateurs étranger se méfiaient de tout ce qui bouge, de tout ce qu'ils jugeaient constructeurs des bonnes consciences du côté religieux, où ils n'existaient pas de divergences cultuelles, ni dans la forme, ni dans le fond de l'exégèse du coran et de la Souna.

Tout le monde de la modération du coran était soumis au seul objectif : l'apprentissage du savoir qui allait de pair durant cette période avec comme objectif la vision décolonisatrice du pays, malgré que certaines organisations religieuses en avaient d'autres penchants assez contradictoires peut-être...

Dans les campagnes en tout cas, les grottes et les zouis (zaouyates) ont joué un rôle essentiel dans la formation de l'homme.

A l'indépendance du pays (1962)

Durant la période post- indépendance, entre 1962- 1965, le peuple algérien était encore frais dans son état d'esprit culturel, plein de confiance et d'espoir vis-à-vis de ses gouvernants avec leur ligne de conduite révolutionnaire. A ce moment de bonheur et de satisfaction collective, le peuple réjouissait encore de l'usufruit de sa liberté et de son indépendance.

Il est arrivé à contribuer honnêtement avec tout ce qu'il possédait de plus cher dans ses coffrets, durant cette période d'échanges : les bijoux de leurs épouses, l'argent liquide qu'il a pu amassée difficilement pour essayer d'aider son pays afin d'équilibrer la balance internationale de paiements, tout en tenant compte de l'établissement de la contrevaletur en or, entreposée au siège de la banque mondiale de dépôts. Huit cents quatre vingt quatre kilogrammes d'or furent déposés à cette époque comme valeur de garantie au niveau de la banque mondiale, d'après les statistiques émanant de certains documents officiels demeurés en secret à la banque de dépôts en Suisse

Mutations religieuses après 1965

Les mutations religieuses qui se sont déroulées furent pratiquées après l'année 1965 (date du Putsch militaire) pour la plupart, sauf pour le **F.F.S** (Front des Forces Socialistes) le **P.R.S** (Parti du Rassemblement Socialiste) du président assassiné **Mohamed Boudiaf** ainsi que le **P.A.G.S** (Parti d'Avant- Garde Socialiste), lorsque le pouvoir a décrété un état de siège qui a duré plus de 13 ans. C'est pendant ce temps que la politique de l'islam en tant que religion d'Etat, commence à sortir de son sens réel et de son état naturel pour aller se vider de sa moelle épinière. La religion a été utilisée à des fins politiciennes et politiques. Elle a dévié de son espace réel et convenable.

Toute l'action s'inscrivait dans le but de servir les intérêts de la politique militaire et ses dirigeants. A partir de là, plusieurs tendances religieuses exploitées par des politiciens naissent, surgissent en surface et activent au sein des Universités surtout

comme l'organisation des « frères musulmans » d'Egypte qui a placé **Djamel Abdenaceur** au pouvoir. La fondation de cette tendance politique revient à son fondateur spirituel **Hassène El-Benna**. La branche du **Shiisme** s'est ressuscitée aussi, renaissant de ses cendres au sein de l'Afrique du Nord...

Ces mutations religieuses nouvelles ont pris place au sein de la société algérienne, situation néfaste qui a permis d'asseoir comme substrat de régulation au sein de la société dans son sens propre. Le phénomène islamiste fut le plus dangereux et le plus menaçant qui puisse exister en ces moments fragiles de l'indépendance du pays. Ce phénomène faisait naître à son tour, d'autres conditions d'interprétations des maximes dogmatiques religieuses. La montée en flèche de l'islamisme au niveau des Universités algériennes de certains modèles islamiques hostiles aux comportements culturels, a fait boule de neige dans les milieux gouvernementaux, où l'oppression et la répression battaient leur plein dans les espaces estudiantins et autres...

Etaient suspectés tous ceux qui portent des barbes sur leur visage ou font de la prière régulièrement dans les mosquées. Un Etat policier s'est instauré lorsqu'il a laissé place à un renforcement d'agents de renseignements, d'indicateurs et autres... Ce renforcement policier s'est multiplié au fur et à mesure pour essayer d'étouffer les mouvements islamistes et d'intimider les actifs de ce que les forces du pouvoir considéraient comme un fléau islamiste très dangereux, se trouvant en recrudescence continue dans les milieux de la société.

Moult mouvements clandestins naquirent et ne cessaient de se développer malgré la répression de la tendance des frères musulmans qui s'est éclatée en branches **Salafiste** et **Progressiste**.

Vers la fin des années 1970, un commandant du corps de la gendarmerie nationale Mr **Bouyaàli** s'était rebellé contre le pouvoir de Chadli et son équipe. L'affaire s'est déroulée à la Soumaà dans les environs d'Alger.

Le salafisme et le wahabisme ainsi que les frères musulmans ont pris place sur la scène politique en Algérie, tout comme le F.F.S du leader révolutionnaire Aït Ahmed et le M.D.A du feu président Ahmed Benbella qui avait suivi en 1980...le chemin de l'opposition

Naissance de nouvelles formations politiques

D'autres mouvements revendicatifs de cultures amazighes naquirent dans les années 1970 comme le **M.C.B** (mouvement culturel berbère), lequel s'est transformé en **R.C.D** (rassemblement pour la culture et la démocratie) par la suite. Toutes ces tendances politiques à vocation religieuse et culturelle militaient dans un but commun, l'établissement de la Charià par le biais de la démocratie. Elles demeuraient dissimulées dans la clandestinité. Elles travaillaient en profondeur et dans le parfait secret jusqu'à l'explosion du mois d'Octobre 1988.

Durant cette période cruciale de l'histoire, l'explosion populaire transforma le champ politique du pays, laissant place à un cataclysme qui a donné enfin naissance au multipartisme, à la pluralité, voire à la démocratie longtemps spoliée et fuselée par la dictature et le mépris de toute une société révolutionnaire. En février 1989, il y est eu enfin la première constitution pluraliste et multipartite du pays dont le peuple s'est inspiré pour fonder légalement des formations politiques allant bien entendu dans le sens de la sauvegarde des intérêts républicains et des valeurs de la société algérienne.

L'affaire Bouyaàli, dite de la Soumaà

C'est à partir du début des années 1980 que l'éclosion des sensibilités religieuses et politiques a tourmenté le champ politique du régime. L'affaire dite de la **Soumaà**, connue aussi sous le vocable- pseudonyme de l'affaire **Bouyaàli**, surgissait de la clandestinité pour dénoncer les différents dépassements incarnés par un régime corrompu et malveillant des années 1980.

L'islamisme n'était que le résultat ou plutôt la résultante d'une bavure de mauvaise gestion de l'économie nationale. Le substrat ne serait existé si les instruments et les outils associés fussent enracinés convenablement et sérieusement à la place des faux supports culturels de base.

L'émergence d'une réelle opposition

En 1980, la fondation du mouvement pour la démocratie en Algérie (**M.D.A**) par feu- le président Ahmed Benbella et ses compagnon à partir de la France (Paris), a ébranlé la scène politique internationale et nationale. En 1984, eut lieu le premier congrès du Mouvement à Paris, après quoi Si Ahmed Benbella fut expulsé par le gouvernement français vers la **Suisse(Lauzanne)**. Là, il a séjourné une dizaine d'années, c'est à dire jusqu'à la fin de son exil (septembre 1990).

En 1985, eut lieu aussi en Grande Bretagne ce qu'on appelait la proclamation de **Londres**, avant que **Ali Mécili**, maître avocat au bâtonnat de **Paris** ne fut assassiné par le pouvoir algérien. Deux ans plus tard, soit le mois de mars de l'année 1987 et en plein immeuble du boulevard **Saint Michel** à **Paris**, le moudjahid Ali Mécili avait reçu deux coups de révolver en plein crane par un délinquant notoire du régime du président Chadli.

Cet avocat et combattant pendant la révolution algérienne est d'origine kabyle. Il est arrivé à réconcilier dans la ville de **Londres** en **Angleterre**, l'ancien président de la république **Ahmed Benbella** du M.D.A avec son ami intime de la lutte armée, le président actuel du **F.F.S** (front des forces socialistes), Hocine Aït Ahmed. Les deux leaders étaient en désaccord politique dans la gestion du pays depuis l'indépendance.

L'explosion populaire du 05 octobre 1988 a permis à toutes les tendances politiques, y compris les islamistes de sortir dans la rue, brisant le tabou de l'anonymat, voire de la clandestinité longtemps incarnée sous silence. Cette mutation régimentaire visait généralement l'ouverture démocratique, en l'occurrence le multipartisme et la liberté d'expression afin de militer légalement et aisément. Ce soulèvement populaire inattendu par le pouvoir en place, perpétré et orienté contre la cherté de la vie comme prétexte utilisé, fut déclenché en harmonie pour concrétiser les objectifs relatifs aux acquis révolutionnaires, longtemps spoliés par une poignée de malfaiteurs et de prédateurs détenteurs de pouvoir, abusant de la légitimité historique et politique du pays.

En 1989 et plus précisément le 29 février, eut lieu l'élaboration de la première constitution pluraliste et multipartite algérienne, légalisant toutes les activités à caractère politique et culturel ainsi que la création des nouveaux partis politiques et associations divers (loi du 31 décembre 1990).

Le déroulement des premières élections législatives pluralistes

Au mois de décembre 1991, se déroulèrent les premières élections législatives multipartites, lorsque le parti islamiste siglé **F.I.S** (front islamique du salut) avait raflé le scrutin de ces élections multipartites- pluralistes avec l'obtention de 288 sièges

au parlement, sur un nombre n'excédant pas le chiffre des (368) places attendues à la maison du peuple.

Le 11 janvier 1992, date prévue normalement pour l'officialisation et la validation du scrutin, lorsque ces dernières furent avortées par les militaires détenteurs du pouvoir durant cette période cruciale du pays. Ces élections étaient jugées frauduleuses et douteuses à la fois, ce qui a entraîné l'éclatement d'un « cataclysme de magnitude supérieure et dramatique », où une réelle mascarade du processus électoral multipartite longtemps attendu a complètement embrouillé les cartes démocratiques de notre jeune constitution qui venait de naître.

La démission forcée (destitution) du président Chadli Bendjedid a suscité plus de remous au sein de la société, lorsque le vide observé par le peuple fut compensé par la désignation d'un gouvernement de transition dénommé Haut Comité de l'Etat (H.C.E). Ce haut comité de l'Etat avait à sa tête le défunt président **Boudiaf** avec deux autres membres suppléants **Ali Kafi** et **Ali Haroun**. Trois mois plus tard, le président du haut comité de l'Etat **Mohamed Boudiaf** fut assassiné en plein discours dans une salle de cinéma à Annaba, lorsqu'Ali Kafi avait pris sa succession jusqu'au jour où le général- président **Liamine Zaroual** l'avait remplacé dans une conjoncture ensanglantée, d'effervescente très difficile. Elle s'était soldée par le drame national qui a coûté la vie à plus de 300.000 morts parmi les citoyens algériens.

Conclusion

Avec l'avènement du président **A. Bouteflika** au pouvoir, les choses ont véritablement changé la façade du pays. Il a mis tout un arsenal politique de concorde nationale en exergue contre toute forme de drame perpétrée lors de la décennie noire pour repartir à zéro. Cette stratégie psychologique fut accompagnée de la hausse du prix du pétrole. A partir de là, les choses ont plus ou moins changé de face du côté politique internationale. L'image de l'Algérie qui fut ternie à l'époque meurtrière par la violence et les meurtres fratricides sans merci, a complètement changé l'aspect de la vision du monde. Il reste à savoir maintenant si cette image perdura tout au long du futur très proche du pays. Pour toutes ces raisons, il est opportun aujourd'hui de mettre en œuvre un plan de projet de société.

Ce dernier permettra la mise en valeur de nos capacités intellectuelles et matérielles afin d'éviter tous les futurs dérapages qui peuvent du jour au lendemain découler de cette politique mal assise, mal gérée et mal orientée. La question pertinente qui demeure posée intervient dans une conjoncture où l'Algérie aurait besoin de ses potentialités humaines, voire ses cerveaux (intellectuels) qui étaient contraints de quitter les frontières du pays durant cette période.

Y aura -t-il retour un jour de ces cadres qui ont dépassé de loin le chiffre des cinq mille intellectuels algériens, lesquels se trouvent aujourd'hui à la merci de l'occident qui s'en réjouit ?

Références :

*Consulter convenablement l'ouvrage de l'auteur **Noureddine Tualbi**, intitulé : **Religion, rites et mutations**, paru aux Editions **E.N.A.L**, Alger 1984. De même, plusieurs recherches ont été effectuées sur le terrain pour avoir décelé certains témoignages vivants : comme celui émanant du président défunt Hadj Ahmed Benbella, lors de ma seconde visite au mois d'avril 1988 dans sa résidence de l'époque à Lauzanne en Suisse.*

(Ces informations surgissent d'après certains documents archivés en Suisse, émanant de l'ex-ministre suisse des finances. Le diplomate suisse a pris bord au bateau algérien qui a ramené en septembre 1990, son ami le président Ahmed Benbella lorsqu'il fut de retour au pays, lors de sa rentrée triomphale sur Alger. Les mêmes sources de documents accusent l'ancien président Chadli Bendjedide de détournement de deniers publics, d'une somme dépassant les quinze milliards de dollars à cette époque de la fin du 21e siècle). L'affaire a réellement secoué l'opinion publique, quand elle faisait la 1 des pages de plusieurs quotidiens nationaux (journaux), photographiant le président A. Benbella devant le palais de justice d'Alger, muni d'un classeur à la main.